

## **Direction du Service de l'énergie opérationnelle**

**Ravitaillement en gazole de navigation au profit du Service de l'énergie opérationnelle et de ses clients sur les façades maritimes en France métropolitaine.**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES N° 01 / 22 du 19 janvier 2022**

**Établi en application du code de la commande publique**

Procédure de passation : Système d'Acquisition Dynamique - Admission

Procédure de consultation : Appel d'offres restreint

## Table des matières

Article 1 - PRÉAMBULE .....	3
Article 2 - OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	4
Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	4
Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 5 - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	5
Article 6 - MODALITES DE SELECTION DANS LE SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	6
Article 7 - DESCRIPTION ET ETENDUE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....	6
Article 8 - TYPE ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES .....	8
Article 9 - REGLES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	9
Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	10
Article 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
Article 12 - EXECUTION FINANCIERE .....	13
Article 13 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	16
Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES .....	19
Article 15 - ANNEXES.....	21
Article 16 - DEROGATIONS .....	22

## Article 1 - PRÉAMBULE

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » : processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des fournitures courantes, par lequel le pouvoir adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Marché spécifique** » ou « **Mspé** » : marché passé dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

**BCE** : banque centrale européenne.

**BDC** : bon de commande.

**CCAG-FCS** : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 31 mars 2021 - Journal officiel de la république française du 01 avril 2021).

**CETSEO** : centre d'expertise technique du service de l'énergie opérationnelle.

**CSTA** : centre de soutien technique et administratif.

**DLSEO/EMM** : détachement de liaison du service de l'énergie opérationnelle auprès de l'état-major de la Marine.

**DML** : diesel marine léger.

**DSEO** : direction du service de l'énergie opérationnelle.

**GOPEC** : gazole pêche.

**PLACE** : Plateforme des AChats de l'Etat sur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr); site des marchés publics de l'Etat où tous les échanges entre les opérateurs économiques et l'acheteur se réalisent.

**SEO** : service de l'énergie opérationnelle.

## Article 2 - OBJET DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Par le présent Système d'Acquisition Dynamique (SAD) et les Marchés Spécifiques (Mspé) passés sur son fondement, le titulaire s'engage à assurer le ravitaillement en gazole de navigation au profit du service de l'énergie opérationnelle et de ses clients sur les façades maritimes en France métropolitaine.

Les types de produits à fournir sont :

- En priorité, le gazole de navigation type « Diesel Marine Léger (DML), codifié XF-81 pour le SEO » conforme à la spécification CSR 423a dans sa version en vigueur à la date de la commande ;
- A défaut, le gazole de navigation type « Gazole Pêche (GOPEC), codifié XF-83 pour le SEO » conforme à la spécification CSR 433a dans sa version en vigueur à la date de la commande.

Les types de prestations à fournir sont :

- La livraison à quai le long du bord, pour mise bord dans les soutes du navire, en vrac par camion-citerne ;
- La livraison en vrac par camion-citerne visant au remplissage bord cuve des installations de stockage des clients du SEO ;
- La distribution et mise bord réservoir des navires via les installations fixes du port commercial ou de plaisance.

Les différents lieux d'exécution des prestations sont :

- Tous les ports de la façade maritime en France métropolitaine (à l'exception des ports de Brest et Toulon) ;
- Tous les terrains d'entretien de navires accessibles par camion-citerne (ensemble semi-remorque ou porteur).

## Article 3 - SUBDIVISION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le présent SAD est subdivisé en 4 lots géographiques :

**Lot n°1** : Manche-Mer du nord (de Bray-Dune inclus à Brest exclu) ;

**Lot n°2** : Atlantique (de Brest inclus à Hendaye inclus) ;

**Lot n°3** : Méditerranée (de Argelès-sur-Mer inclus à Menton inclus) ;

**Lot n°4** : Corse.

Les besoins en gazole de navigation à ravitailler dépendent de l'activité des forces armées. A titre indicatif le SEO estime le besoin, dans le tableau ci-dessous.

LOT	localisation	Volume annuel estimé
1	Manche-Mer du nord	4 000 m <sup>3</sup>
2	Atlantique	600 m <sup>3</sup>
3	Méditerranée (Corse exclue)	200 m <sup>3</sup>
4	Corse	50 m <sup>3</sup>

Nota : le SEO définit les volumes maximums par lot dans les documents de la consultation pour chaque Mspé. Les quantités et le lieu de la prestation sont précisés dans les bons de commandes (BDC) adressés au titulaire du Mspé.

## Article 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le SAD est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe ;
- le CCP n° 01 / 22 du 19 janvier 2022 et ses annexes ;
- les marchés spécifiques notifiés ;
- le CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne saurait s'intégrer au présent SAD. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achats, des conditions de vente figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## Article 5 - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

La durée du SAD est de quatre (4) ans et prendra effet à compter du 15 avril 2022 ou de la date de notification au premier titulaire si celle-ci est postérieure.

A l'issue de cette période, le SAD peut être reconduit, de façon tacite, deux (2) fois pour une période de deux (2) ans, sans que sa durée totale ne puisse excéder huit (8) ans.

- Le titulaire peut éventuellement refuser la reconduction, à condition d'en informer le SEO, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard six (6) mois avant l'échéance du SAD.
- Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le SAD, il en informe les titulaires au moins trois (3) mois avant l'échéance du SAD par courrier recommandé avec avis de réception.

Périodiquement (cf. article 8 du présent document), une procédure de mise en concurrence des opérateurs économiques admis au SAD à la date d'envoi des invitations à concourir et, pour le lot concerné, est organisée pour l'attribution des Mspé.

La conclusion des Mspé passés sur la base du SAD ne peut se faire que pendant la durée de validité du SAD.

## Article 6 - MODALITES DE SELECTION DANS LE SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Les modalités relatives à l'examen des candidatures sont décrites dans le règlement de la consultation.

## Article 7 - DESCRIPTION ET ETENDUE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

---

### *7.1 Produits et caractéristiques techniques*

---

❖ **Le diesel marine léger** doit :

- être conforme à la spécification CSR 423a dans sa version en vigueur à la date du bon de commande, et à jour de ses derniers amendements. Toute modification de cette spécification qui interviendrait en cours d'exécution du SAD sera systématiquement appliquée dans le mois qui suit la notification par la DSEO de cette modification.

❖ **Le gazole pêche** doit :

- être conforme à la spécification CSR 433a dans sa version en vigueur à la date du bon de commande, et à jour de ses derniers amendements. Toute modification de cette spécification qui interviendrait en cours d'exécution du SAD sera systématiquement appliquée dans le mois qui suit la notification par la DSEO de cette modification.

---

### *7.2 Exigences techniques supplémentaires*

---

Le SEO, le commandant de la base navale ou du bâtiment ravitaillé se réservent le droit de faire procéder à des prélèvements contradictoires dans les réservoirs et les moyens de livraison utilisés par le titulaire. Dans ce cas, au moins 4 échantillons de trois litres du produit sont prélevés. Le fournisseur pourra également prendre, sceller et conserver un échantillon à sa demande.

L'analyse de l'échantillon est effectuée par le centre d'expertise technique du SEO (CETSEO) ou tout autre laboratoire agréé par le SEO, suivant les méthodes d'essais normalisées indiquées dans les spécifications de référence.

---

### *7.3 Exigences administratives supplémentaires*

---

#### **❖ Certificat de qualité :**

Le titulaire fournit lors de chaque ravitaillement un certificat de qualité assurant la conformité du produit ainsi que tous les éléments nécessaires à la traçabilité de ce dernier.

#### **❖ Protocole de sécurité :**

Toute personne relevant du titulaire ou de son transporteur est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Une enquête administrative peut être diligentée auprès de la Direction de la protection des moyens et activités de la défense après contact auprès de l'officier de sécurité de la DSEO. Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article R 1332-22-1 du code de la Défense. Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le SAD.

Dès lors qu'un protocole de sécurité est nécessaire, le titulaire veille à l'application stricte du protocole de sécurité de la zone concernée et fait son affaire des modalités d'accès à l'emprise considérée.

#### **❖ Fiches de données de sécurité :**

Tout au long de l'exécution du SAD, le titulaire fournit la fiche de données de sécurité du produit livré, à jour et conforme à la réglementation en vigueur en France.

Sans contrepartie financière, il autorise le S.E.O. à utiliser ce document pour établir, sous son timbre, la fiche de données de sécurité du produit. Le titulaire autorise également la diffusion de cette dernière par tout moyen à la convenance du S.E.O., y compris par son insertion dans la bibliothèque des fiches de données de sécurité du S.E.O. distribuée sur support informatique.

---

### *7.4 Typologie de produit / Qualité*

---

Pour des raisons logistiques, le titulaire indique dans les documents à remettre lors de la consultation les produits qu'il délivre. Dans tous les cas, le produit répond aux exigences des spécifications en vigueur ci-dessus définies.

## Article 8 - TYPE ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

---

### 8.1 Type

---

Les Mspé sont attribués aux soumissionnaires dont la candidature a été préalablement retenue pour le SAD, pour le ou les lot(s) pour le(s)quel(s), ils se sont présentés.

Les candidats admis au SAD, pour les lots pour lesquels ils sont concernés, sont invités à remettre une offre selon la procédure d'appel d'offres restreint sur sollicitation de l'administration (SEO), de manière périodique.

---

### 8.2 Durée

---

Les Mspé sont conclus avec les titulaires des lots correspondants pour une durée de 2 ans non reconductible. Cette durée est valable pour les 3 premiers Mspé; la fin d'exécution du 4<sup>ème</sup> Mspé est quant à lui aligné à la fin du SAD si celui-ci est reconduit selon les conditions de l'article 5 du présent CCP.

Les dates de début et de fin d'exécution des Mspé, pour chaque lot, sont fixées comme suit :

1<sup>er</sup> Mspé :

- Date de début d'exécution : 1<sup>er</sup> juin 2022, ou date de notification si celle-ci est postérieure ;
- Date de fin d'exécution : 31 mai 2024.

2<sup>ème</sup> Mspé :

- Date de début d'exécution : 1<sup>er</sup> juin 2024, ou date de notification si celle-ci est postérieure ;
- Date de fin d'exécution : 31 mai 2026.

3<sup>ème</sup> Mspé (si le SAD est reconduit) :

- Date de début d'exécution : 1<sup>er</sup> juin 2026, ou date de notification si celle-ci est postérieure ;
- Date de fin d'exécution : 31 mai 2028.

4<sup>ème</sup> Mspé (si le SAD est reconduit) :

- Date de début d'exécution : 1<sup>er</sup> juin 2028, ou date de notification si celle-ci est postérieure ;
- Date de fin d'exécution : 14 avril 2030 ou date de notification au 1<sup>er</sup> titulaire en 2022 + 8 ans.



## Article 9 - REGLES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

### 9.1 Règles générales

Conformément aux articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique, le SEO invite simultanément tous les candidats admis au SAD, pour le lot concerné, à présenter une offre et en attribue le bénéfice en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse définie sur la base des critères d'attributions figurant au règlement de la consultation de chaque Mspé.

L'ensemble des titulaires du SAD est systématiquement consulté par voie électronique au moyen de l'adresse courriel spécifiée en annexe à l'acte d'engagement du présent SAD. A tout moment de la procédure et pendant l'exécution du SAD, le titulaire informe la DSEO du changement, le cas échéant, de son adresse courriel, en lui remettant une nouvelle annexe à l'acte d'engagement.

La remise en concurrence des titulaires admis au SAD est réalisée par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Le délai minimal de réception des offres est de 10 jours à compter de la date d'envoi par le SEO de l'invitation à soumissionner.

### 9.2 Critères d'attribution des Mspé

Pour tous les lots, le critère de choix pour l'attribution des Mspé est le critère unique de prix.

Conformément à la construction du prix établie à l'article 12 du présent CCP, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'appuie sur la valeur du différentiel noté « D » hors taxes (€/m<sup>3</sup>), sur la base de deux sous-critères détaillés ci-après :

Sous-critère 1 : différentiel pour livraison ou distribution d'un volume commandé inférieur ou égal à 10 m<sup>3</sup>, noté sur 40 points.

$N1 = 40 \times (\text{offre du moins disant} / \text{offre du candidat à noter})$
--

Sous-critère 2 : différentiel pour livraison ou distribution d'un volume commandé supérieur à 10 m<sup>3</sup> noté sur 60 points

$N2 = 60 \times (\text{offre du moins disant} / \text{offre du candidat à noter})$
--

La note finale de chaque candidat sur 100 points pour chaque lot est obtenue de la façon suivante :

$N = N1 + N2$
---------------

Le classement des offres est réalisé, en fonction de la note N obtenue par chaque candidat, par ordre décroissant. En cas d'égalité sur la note N entre plusieurs candidats, la note N2 prévaut.

Le candidat ayant obtenu la meilleure note se voit attribuer le Mspé.

## Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les Mspé s'exécutent par l'émission de bons de commandes (BDC) rédigé par le DLSEO/EMM au titulaire dudit marché.

---

### *10.1 notification des commandes*

---

Les BDC sont portés à la connaissance du titulaire du Mspé par la notification qui leur en est faite. Celle-ci est envoyée par voie électronique par le DLSEO/EMM au titulaire mentionnée à l'annexe à l'acte d'engagement.

La date et l'heure de la notification par voie électronique est celle de l'envoi du BDC à son destinataire.

Le BDC doit contenir au minimum les indications suivantes :

- \* l'objet de la commande,
- \* les références du Mspé, le titulaire ou son représentant mentionné à l'annexe,
- \* le numéro de lot et son libellé,
- \* le nom du bâtiment bénéficiaire ou du site ravitaillé,
- \* le numéro de client SEO,
- \* les coordonnées du bénéficiaire de la prestation,
- \* la nature et la quantité de produit commandé,
- \* le statut douanier du bâtiment à ravitailler,
- \* la date, le lieu et l'heure prévisionnels de livraison tenant compte du préavis du titulaire.

De manière générale, le préavis de commande est compris entre 7 et 2 jours ouvrés avant la date de livraison effective notifiée au BDC.

Dans les cas exceptionnels où le besoin est à satisfaire dans un délai inférieur à 2 jours, la notification de commande doit être réalisée après entente préalable entre le DLSEO/EMM et le titulaire.

---

### *10.2 Délais d'exécution de la prestation*

---

Le jour mentionné au BDC est réputé être la date contractuelle finale de la prestation.

---

### *10.3 Prolongation du délai d'exécution des BDC*

---

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le DLSEO/EMM lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant caractère de force majeure. Il revient au titulaire d'informer le DLSEO/EMM dans les plus brefs délais de l'impossibilité de livrer. A cette fin, il formule une demande écrite transmise par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il indique, par la même demande, la durée de la prolongation demandée. Il est à noter que le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Le DLSEO/EMM notifie par écrit sa décision au titulaire.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

---

### *10.4 Sursis sur délais d'exécution des BDC*

---

Conformément à l'article 21.5 du CCAG/FCS en référence, un sursis peut être accordé lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai mentionnée ci-dessus, une cause qui n'est pas de son fait, fait obstacle à l'exécution du BDC dans le délai contractuel (les formalités d'octroi sont les mêmes que celles formulées dans l'article 10.3 du présent document). Il suspend alors pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard, et en tout état de cause il ne modifie pas les conditions contractuelles initialement prévues.

Aucun sursis ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution éventuellement déjà prolongé.

L'accord ou non d'une demande de sursis est prise en charge par le DLSEO/EMM.

---

### *10.5 Pénalités pour retard*

---

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout retard de livraison ou de mise à disposition de commandes non admis au bénéfice des dispositions des articles 10.3 et 10.4 du présent document donne lieu à l'application de pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \underline{V \times R}$$

100

dans laquelle :

- P = montant des pénalités en € HT,
- V = valeur de la prestation (quantité de produit commandée multipliée par le prix unitaire révisé à la date initiale d'exécution de la prestation),
- R = nombre de jours de retard.

La date de départ des pénalités est fixée au lendemain du dernier jour du délai d'exécution mentionné sur le BDC.

---

### *10.6 Conditions de livraison*

---

La prestation de livraison de carburant est opérée par les moyens du titulaire ou par ceux de son représentant.

De manière générale, les prestations s'effectuent du lundi au vendredi aux heures ouvrées. Dans les cas exceptionnels où le ravitaillement est notifié au titulaire en dehors de ces créneaux, ce dernier se réserve le droit d'appliquer un surcoût « hors heures ouvrables ».

En outre, dans la mesure où le titulaire ou son représentant doit déployer des moyens techniques supplémentaires pour livrer, ou, si le moyen de livraison est immobilisé du fait du bénéficiaire de la prestation, le titulaire se réserve aussi le droit d'appliquer un surcoût.

Le détail des surcoûts est exposé à l'article 12.1 du présent document.

## **Article 11 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### *11.1 Procédure administrative de réception*

---

Pour chaque opération, le titulaire fournit au bénéficiaire un bulletin de livraison établi en 3 exemplaires après ravitaillement, et indiquant :

- la référence du bon de commande,
- le nom du bâtiment ravitaillé ou le site ravitaillé,
- la nature du produit livré,
- la date et l'heure de la livraison,
- le volume livré en mètres cube à 15°C et à température ambiante,
- le moyen de transport.

Le commandant de la base navale ou du bâtiment ravitaillé, ou son représentant, et le titulaire ou son représentant émargent et datent ces bulletins. Le titulaire en remet un exemplaire au bénéficiaire ou à son représentant.

---

### *11.2 Opérations de vérification quantitative*

---

Afin de tenir compte des contraintes techniques inhérentes aux opérations de chargement et de déchargement du produit livré, les quantités livrées peuvent varier de plus ou moins 10 % par rapport aux quantités commandées.

La vérification quantitative s'effectue à l'aide d'un compteur volumétrique étalonné du moyen de distribution du titulaire ou, à défaut par tout moyen permettant de contrôler la quantité livrée.

Pour les produits livrés ou distribués en suspension de droits d'accise « sous douane » ou en « acquitté par le repreneur », la quantité de produit est le volume mesuré à 15°C.

Pour les produits livrés ou distribuer en « acquitté », la quantité de produit est le volume mesuré à la température ambiante.

La quantité facturée est la quantité effectivement livrée ou distribuée au bénéficiaire dans tous les cas, notée sur les bons de livraison et reconnue contradictoirement par le représentant du bénéficiaire et le représentant du titulaire.

---

### *11.3 Opérations de vérification qualitative*

---

Avant toute réception du produit, un contrôle d'acceptabilité est effectué sous le contrôle du commandant de la base navale ou du bâtiment ravitaillé, ou de leur représentant. Cette analyse comporte l'examen des caractéristiques suivantes :

- Aspect/couleur,
- Sédiments (inspection visuelle),
- Présence d'eau (inspection visuelle et utilisation de pâte de détection de présence et de niveau d'eau),
- Masse volumique,
- Tendance au Colmatage des Filtres.

#### Contrôle d'acceptabilité non conforme

Dans le cas d'une analyse d'acceptabilité non-conforme, le DLSEO/EMM refuse la livraison et notifie au titulaire la décision. Ce dernier organise sans délai une nouvelle livraison sans que cela ne remette en cause les modalités d'exécution du BDC initial.

---

### *11.4 Admission du produit*

---

Conformément à l'article 30 du CCAG/FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'article 11 du présent document. Cette admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai du quinze jours à dater de la date de fin d'exécution de la prestation.

## **Article 12 - EXECUTION FINANCIERE**

La monnaie de compte du présent SAD et des Mspé est l'euro (€).

Le prix final est arrêté à deux (2) décimales.

Le prix initial du produit est déterminé à chaque remise d'offre pour l'attribution des Mspé du SAD.

Le prix de facturation (révisé) est défini selon la formule de prix initiale mise à jour au jour d'exécution de la prestation (cf. infra).

---

### 12.1 Décomposition du prix initial des prestations

---

Le prix initial du produit est composé d'un prix exprimé en dollars par tonne (\$/t) et converti en euros par mètre cube (€/m<sup>3</sup>), auquel s'ajoute systématiquement un différentiel et éventuellement un surcoût.

➤ Prix initial du produit en \$/t

Le prix du produit en \$/t, repéré **COT**, est déterminé de la manière suivante :

**COT** (en \$/t) = Moyenne des cotations hautes du CIF NWE cargo gasoil 0.1% AAYWS03 pour les lots 1 et 2 et du CIF MED cargo gasoil 0.1% AAVJJ03 pour les lots 3 et 4 publiée au Platt's European Marketscan du mois précédant la date de remise de l'offre pour l'attribution du Mspé.

➤ Prix initial du produit en €/m<sup>3</sup>

Le prix des produits en €/m<sup>3</sup>, repéré **P1**, est obtenu par application de la formule :

$P1 \text{ (€/m}^3\text{)} = COT \text{ (\$/t)} \times M \text{ (t/m}^3\text{)} / C \text{ (\$/€)}$
---

dans laquelle :

- **COT** (en \$/t) = Prix en \$/t arrondi à la 3<sup>ème</sup> décimale;
- **M** (en t/m<sup>3</sup>) = Coefficient de conversion, égal à la valeur de la masse volumique conventionnelle des produits fixée par la chambre syndicale du raffinage français ;
- **C** (en \$/€) = Moyenne de l'euro contre dollar publié par la BCE connu au mois précédant la date de remise de l'offre. La valeur à prendre en compte est arrêtée à la quatrième décimale, cette dernière étant arrondie en fonction de la valeur de la cinquième décimale (Les modalités de détermination des arrondis font l'objet de l'article 13 du présent CCP).

➤ Prix initial d'achat du produit en €/m<sup>3</sup>

Le prix d'achat des produits, repéré **P2**, est fixé en application de la formule suivante :

$P2 = P1 + D + S$
-------------------

Ce prix s'entend hors taxes.

Dans laquelle :

- **P1** (en €/m<sup>3</sup>) = prix initial des produits en €/m<sup>3</sup> ;
- **D** (en €/m<sup>3</sup>) = différentiel, qui correspond à l'écart entre le prix initial du produit et le coût spécifique moyen de revient du produit en métropole pour le titulaire (frais de transports inclus). Le différentiel **D**, exprimé hors taxes, peut être positif, négatif ou nul.
- **S** (en €), le cas échéant = surcoût forfaitaire exprimé hors taxes, répondant aux cas suivants :
  - \* surcoût de livraison hors heures ouvrées ;
  - \* surcoût de déploiement de matériels techniques supplémentaires ;
  - \* surcoût de livraison pour un délai de commande inférieure à 48h ;
  - \* surcoût heure d'immobilisation non prévue du moyen de distribution du titulaire sur site par le bénéficiaire.

Le différentiel (D) et le surcoût (S) sont fermes pour la durée du Mspé.

---

## *12.2 Révision des prix (prix de facturation)*

---

Le prix initial (**P1**) du produit est révisé, sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs **COT, C et M**, selon la formule suivante :

$$\mathbf{P1_{révisé} = COT \times M / C}$$

**COT** (en \$/t) = Cotation haute du CIF NWE cargo gasoil 0.1% AAYWS00 pour les lots 1 et 2 et du CIF MED cargo gasoil 0.1% AAVJJ00 pour les lots 3 et 4 publiée au Platt's European Marketscan au dernier jour ouvré précédant la date d'exécution de la prestation stipulée sur le BDC.

Le paramètre **M** varie en fonction de la masse volumique conventionnelle du produit fixée par la chambre syndicale du raffinage français.

Le prix (**P2**) du produit est révisé, sous l'effet des variations de ses paramètres constitutifs **P1**, selon la formule.

$$\mathbf{P2_{facturé} = P1_{révisé} + D + S}$$

Nota : Les paramètres D (différentiel) et S (surcoût) prévus en annexe à l'acte d'engagement des Mspé sont fermes pour la durée d'exécution des Mspé. En conséquence, ils ne donnent pas lieu à révision.

---

## *12.3 Avances*

---

L'admission au SAD ne donne pas lieu au versement d'une avance.

---

## 12.4 INCOTERMS

---

Conformément à la version 2020 de la Chambre Internationale du Commerce (ICC), les INCOTERMS utilisés dans le cadre de ce SAD sont :

- DDP (Delivery Duty Paid).

## Article 13 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

---

### 13.1 Décimales et arrondis

---

Le prix de facturation de la prestation et le montant total de la facture transmise pour paiement, sont arrêtés à la deuxième décimale arrondie en fonction de la valeur de la troisième.

La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale, c'est-à-dire que la deuxième décimale :

- passe à l'unité supérieure si la troisième est égale ou supérieure à 5 (arrondi par excès),
- est inchangée si elle est comprise entre 0 et 4 (arrondi par défaut).

---

### 13.2 Facturation

---

Chaque BDC fait l'objet d'un règlement définitif qui s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Les quantités à prendre en compte et à facturer sont celles dont l'admission après les opérations de vérifications qualitative et quantitative a été prononcée.

Les factures émises par l'émetteur sont libellées au nom du « commandant du centre de soutien technique et administratif » en qualité d'ordonnateur secondaire :

Centre de soutien technique et administratif  
Caserne Thiry  
47, rue Sainte-Catherine – CS N° 60016  
54035 NANCY CÉDEX



Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique relatif à la facturation, les mentions qu'elles doivent comporter obligatoirement sont :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ;
- 4° le numéro d'engagement juridique du Mspé ainsi que le numéro du BDC;
- 5° Le N° Siret de l'Etat (« **110 002 011 00044** ») et le code d'identification du service en charge du paiement (« **AMMAGFA001** ») ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° l'identification , le cas échéant, de représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

---

### 13.3 Transmission

---



La transmission et la réception des factures se réalise sous forme électronique :

➤ Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

➤ Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;

- saisir directement ses factures.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes «flux» et «portail» sont disponibles à l'adresse Internet suivante :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

---

### *13.4 Règlement*

---

Les dossiers de liquidation sont assignés sur la caisse du Comptable du Compte de Commerce n°901 : « Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires » ;

Caserne Thiry  
47, rue Sainte-Catherine – CS N° 60016  
54035 NANCY CÉDEX

Le règlement des comptes s'effectue par virement auprès du compte du titulaire.

Les sommes dues en exécution des BDC sont payées par virement bancaire dans le délai global maximum indiqué dans l'article ci-dessous.

---

### *13.5 Intérêts moratoires*

---

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou d'admission de la prestation si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le point de départ de ce délai, est pour une facture transmise sous forme dématérialisée CHORUS, la date d'intégration dans le cœur CHORUS de la demande de paiement (DP).

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

---

### *13.6 Nantissement*

---

Le SEO est chargé de fournir au titulaire du Mspé concerné, aux bénéficiaires de cession ou de nantissement de créance, les documents prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

## **Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES**

---

### *14.1 Forme des notifications et des informations*

---

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou les informations (en particulier celles qui font un court délai), par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font:

- 1/ par PLACE ;
- 2/ par messagerie électronique ;

---

### *14.2 Langues*

---

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectuera en français.

---

### *14.3 Assurances*

---

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences

pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent SAD. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

---

#### *14.4 Autres obligations administratives*

---

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution des marchés spécifiques. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

---

#### *14.5 Exécution aux frais et risques du titulaire*

---

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire prend à sa charge les frais et risques résultant de tout dommage occasionné par le produit jusqu'à sa livraison.

---

#### *14.6 Litiges et contentieux*

---

Le présent SAD est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de PARIS situé 7, rue de Jouy - 75004 PARIS.

---

#### *14.7 Résiliation*

---

##### Exclusion de la procédure de passation et résiliation de l'admission au SAD

Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique relatifs aux motifs d'exclusions de la procédure de passation, les opérateurs économiques sont soit exclus de plein droit, soit à l'appréciation de l'acheteur.

Après signature du SAD, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le SAD sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de redressement judiciaire, le SAD est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le SAD est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

Le SEO se réserve le droit de résilier le SAD sans mise en demeure préalable et sans indemnité dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles et notamment en cas de :

- exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés spécifiques par le titulaire ;
- remise répétée d'offres inacceptables ;
- remise répétée d'offres irrégulières ;
- remise répétée d'offres inappropriées.

La résiliation du SAD avec l'un de ses titulaires n'entraîne pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires.

La résiliation du SAD intervient pour les consultations postérieures à sa date de décision ; elle n'entraîne pas la résiliation des marchés spécifiques notifiés antérieurement à cette décision.

#### Résiliation des marchés spécifiques

Un marché spécifique peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques en application de l'article 45 du CCAG/FCS, dans les cas cités à l'article 41 CCAG/FCS.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement.

En cas de résiliation d'un marché spécifique prononcée aux frais et risques du titulaire défaillant, la mise en concurrence pour la passation du marché spécifique pourra être organisée entre les autres titulaires du SAD.

Cette résiliation est prononcée par écrit par la DSEO et notifiée au titulaire.

## Article 15 - ANNEXES

Annexe 1 : spécification CSR 423a relative au DML.

Annexe 2 : spécification CSR 433a relative au GOPEC.

## Article 16 - DEROGATIONS

Le présent CCP déroge au CCAG/FCS :

- *en ses articles 10.2 et 10.3 en ce qui concerne les délais contractuels d'exécution (articles 13.3.2 et 21.5 du CCAG/FCS) ;*
- *en son article 10.5 en ce qui concerne la formule de calcul des pénalités pour retard (article 14.1.1 du CCAG/FCS) ;*
- *en son article 14.7 en ce qui concerne la résiliation (article 42 du CCAG/FCS).*